

Bulletin trimestriel 3

Juillet – Septembre 2024



La persistance et l'escalade de la violence des groupes armés exacerbent la crise de sécurité alimentaire en Haïti où plus de 5,4 M de personnes font face à l'insécurité alimentaire aigüe

POINTS SAILLANTS

- La situation sécuritaire s'est complètement détériorée au cours de ce trimestre entraînant ainsi un déplacement massif de populations et des besoins humanitaires croissants
- Au cours de la période couverte par l'analyse :
 - o Les [données sur la situation de déplacement en Haïti — Round 8 \(Septembre 2024\)](#) ont indiqué que plus de 700 K personnes sont des déplacés internes, soit près de 22% de plus qu'au round 7.
 - o Déportations massives des Haïtiens par les autorités dominicaines, ce qui exacerbe le niveau de vulnérabilité, considérant que les personnes expulsées laissent derrière elles les principaux moyens.
- La diminution générale des sources de revenus en raison de l'insécurité, et des pressions continues exercées par les PDI sur les familles d'accueil, constituent également les facteurs limitant l'accès malgré une certaine disponibilité constatée sur les marchés
- D'après la note mensuelle de la Banque de la République d'Haïti (BRH), l'inflation, mesurée par l'Indice des Prix à la Consommation (IPC), a connu une accélération en juillet 2024. Tant sur un mois qu'annuellement, l'IPC a enregistré une hausse. Le taux d'inflation mensuel a atteint 1,1%, tandis que le taux d'inflation annuel s'est élevé à 30%
- Le contexte en cours est marqué par une augmentation du coût du panier alimentaire. Selon le [Suivi de marchés](#) (PAM, septembre 2024), le coût du panier alimentaire en août s'élève à 26 865 gourdes au niveau national, ce qui représente une augmentation de 5 % par rapport au mois de juillet
- La situation d'insécurité dans la Zone métropolitaine de Port-au-Prince étendue en région entraîne de sérieuses perturbations des chaînes d'approvisionnement : d'une part, l'occupation de différents axes routiers essentiels reliant la Capitale aux régions affecte les flux de transport de denrées et d'autre part, la perturbation du fonctionnement régulier du port de Port-au-Prince a conduit à une diminution des produits alimentaires importés
- Au cours de ce trimestre on note une amélioration de la disponibilité des produits alimentaires locaux provenant des récoltes de printemps, bien qu'en dessous de la moyenne, devrait entraîner une légère amélioration de la consommation alimentaire des ménages
- Pour la saison de printemps, la principale campagne agricole annuelle, selon les données l'enquête nationale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ENSSAN) conduite par la CNSA en août 2024, 30% des zones analysées ont connu une diminution de la production, dont 5% ont subi une baisse significative (plus de 25%) et 25% une baisse modérée (entre 10 et 25 %). Les zones les plus touchées par une réduction de plus de 25% sont La Victoire dans le Nord-Est, Croix-des-Bouquets et Grand-Goâve dans l'Ouest
- Les conditions de sécurité alimentaire continuent de se détériorer selon les résultats de l'[Analyse IPC- Insécurité alimentaire aigüe](#) d'août 2024 indiquant une nette augmentation de la prévalence de l'insécurité alimentaire soit 48% comparée à 44% pour celle d'août 2023, notamment liée à la hausse des populations en phase 4 (urgence), passées de 14% à 18%
-

CHIFFRES CLÉS HNRP 2024



ASSISTANCE ALIMENTAIRE D'URGENCE

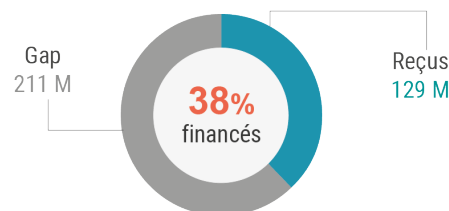


APPUI AUX MOYENS D'EXISTENCE



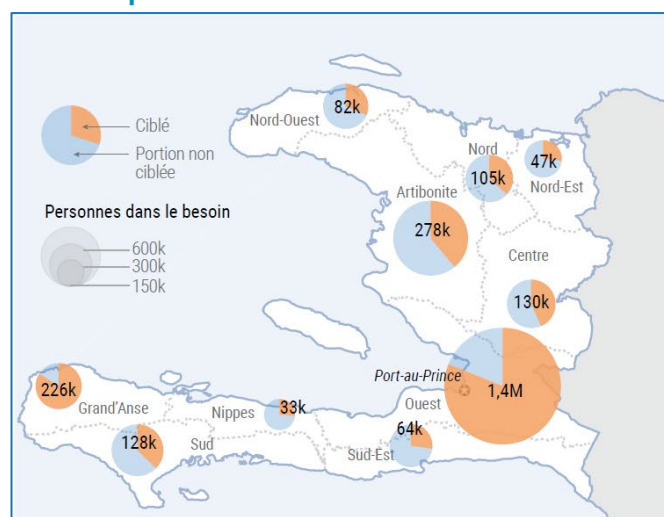
STATUT DU FINANCEMENT

340 M \$US de fonds demandé

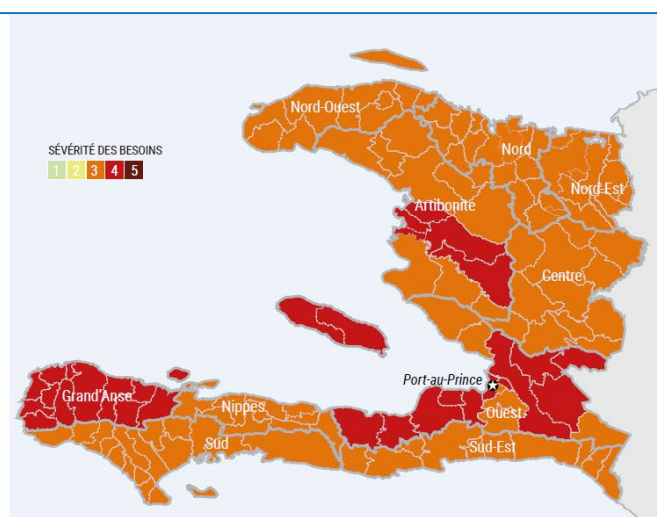


Sources : <https://fts.unocha.org/plans/1178/summary> | au 30 sept. 2024

Carte de personnes dans le besoin HNRP 2024



Carte de sévérité HNRP 2024



CONTEXTE DE LA SITUATION ACTUELLE ET LES PERSPECTIVES

L'impact de la persistance de l'insécurité sur les conditions de sécurité alimentaire

Depuis quelques années, Haïti, principalement sa capitale, la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPP), est affecté par des violences armées qui ont entraîné des déplacements massifs de populations. Plus de 700 000 personnes sont en situation de déplacement (voir le [Rapport sur la situation de déplacement interne en Haïti — Round 8](#)). Les provinces accueillent ainsi 75% des PDI du pays. En particulier, le Grand Sud (départements du Sud,

Grand' Anse, Sud' Est et Nippes) accueille près de la moitié des Personnes Déplacées Internes (DI) : 45% des PDI dans le pays sont accueillies dans ces 4 départements. Le département de l'Ouest, en particulier la ZMPP, est la provenance de la vaste majorité des PDI dans tous les départements. Seul l'Artibonite fait exception, où 56% des PDI qui s'y trouvent ont fui des zones situées dans ce même département.

Commune	Département	# des PDI au round 8	# des PDI au round 7	% de variation
Belle Anse	Sud-Est	5 458	1 755	+211%
Roche à Bateau	Sud	7 596	2 555	+197%
Bonbon	Grande'Anse	1 920	700	+174%
La Vallée	Sud-Est	4 024	1 566	+157%
Anse d'Hainault	Grande'Anse	12 130	5 200	+133%
Marigot	Sud-Est	4 060	1 744	+133%
Grand-Boucan	Nippes	480	207	+132%
Abricots	Grande'Anse	9 250	4 252	+118%
Anse-à-Pître	Sud-Est	7 500	3 750	+100%

Tableau 1 : Principales communes ayant connu de fortes augmentations du nombre de PDI entre le Round 7 et le Round 8 (DTM / OIM, sept. 2024)

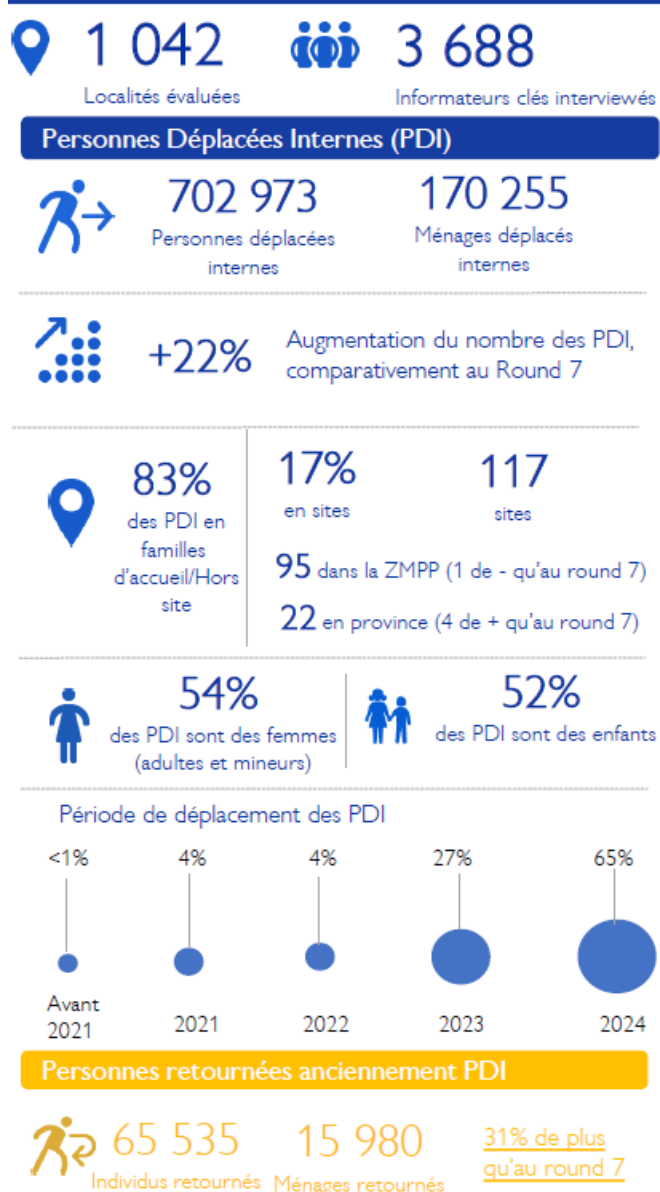
Le suivi des PDI reste très important dans l'analyse de sécurité alimentaire. L'insécurité est la principale raison des déplacements qui se traduit par la fuite de leurs terroirs d'origines et l'abandon des leurs principales sources de revenus et de nourritures. Cette situation difficile nécessite une action urgente.

L'intensification de la violence des groupes armés perturbe gravement les chaînes d'approvisionnement, entraînant des difficultés d'accès à la nourriture et à d'autres ressources essentielles. Différents enjeux ont été soulevés par les résultats du 8e cycle de suivi des PDI.

- L'accès à la nourriture, à l'eau et les prix élevés des produits sur le marché depuis l'arrivée des PDI sont les 3 raisons principales de ces tensions pour les trois catégories de populations.
- 25% des ménages de la communauté hôte interviewés ont déclaré ne plus pouvoir accueillir les PDI en raison d'un manque de ressources. Ce pourcentage est particulièrement élevé dans la ZMPP (41%). Par ailleurs 5% des ménages de la communauté hôte ont exprimé un refus total de continuer à accueillir les PDI (15% dans la ZMPP).
- L'accès à la terre a été évoquée surtout par les ménages en province comme source de tension. 65% des ménages de la communauté

hôte font face à des difficultés socioéconomiques à la suite de l'arrivée des PDI. Cette proportion est plus élevée en province que dans la ZMPP (68% contre 52%).

- La diminution de la quantité de nourriture, la rareté des produits sur le marché ainsi que la saturation des services de santé ont été les principales difficultés mentionnées. Par ailleurs, l'insécurité ainsi que les tensions avec les PDI ont été davantage mentionnées dans la ZMPP qu'en province par les communautés hôtes.



Sources : DTM/OIM, sept. 2024

Situation des déportations massives de la République Dominicaine

Les autorités dominicaines sont passées de la parole aux actes peu de temps après l'annonce de la déportation hebdomadaire de 10 000 Haïtiens en situation irrégulière dans leur pays d'origine ([La Presse](#)). Les déportations massives des migrants et migrants haïtiens, de la République Dominicaine vers les zones frontalières, sont alarmantes. Les migrants sont expulsés dans des conditions inhumaines et déshumanisantes, selon les constats de certains organismes de défense des droits humains dont le Service Jésuite aux Migrants (SJM-Haïti). Le nombre de ces migrants grossit de plus en plus chaque jour à la frontière. Pour seulement les premiers jours du mois d'octobre, le SJM-Haïti a enregistré "2 670 cas de déportations, parmi eux 1 903 hommes, 573 femmes et des centaines d'enfants". De fortes niveaux de vulnérabilités sont enregistrées notamment les réfugiés, les mineurs non accompagnés, les familles séparées, les personnes âgées et les personnes handicapées. Les migrants haïtiens qui rentrent de République dominicaine sont confrontés à des besoins alimentaires voire humanitaires et à l'absence d'opportunités.

Détérioration de l'accès des ménages à l'alimentation

La tendance inflationniste persistante limite d'une part l'accès des ménages à l'alimentation et d'autre part exacerbe l'érosion de leur pouvoir d'achat. Selon la [note mensuelle de la BRH](#), pour le mois de juillet 2024, le rythme de progression de l'Indice des Prix à la Consommation a connu une hausse tant en variation mensuelle qu'en rythme annuel. Ainsi, le taux d'inflation mensuel a accru de 1,1 %. De même en glissement annuel, il a accusé une progression par rapport à juin 2024 en s'établissant à 30 %. Comparé au taux d'inflation enregistré chez les principaux partenaires commerciaux d'Haïti (États-Unis : 0,32 % et République Dominicaine : 0,39 %), il demeure nettement supérieur. La progression de l'inflation

mensuelle en juillet 2024 résulte de l'augmentation du niveau des prix enregistrée dans la quasi-totalité des fonctions de consommation. Comme pour l'inflation mensuelle, l'évolution du taux d'inflation globale en variation annuelle est imputable à l'augmentation de l'indice des prix à la Consommation de la majorité des divisions de consommation. Notons toutefois que l'augmentation la plus significative est enregistrée sur la division « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (42,3 % contre 40,5 %).

Par ailleurs, Selon le [Suivi de marchés](#) du PAM, le coût du panier alimentaire en août 2024 s'élève à 26 865 gourdes au niveau national, ce qui représente une augmentation de 5 % par rapport au mois de juillet 2024 et une hausse de 7 % en glissement annuel. Dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, le prix du panier s'élève à 27 187 gourdes pour une famille composée de cinq membres, légèrement au-dessus de la moyenne nationale. Au niveau du département, le prix médian du panier alimentaire est resté constant dans l'Artibonite (0%) et a baissé dans le Nord (-5%), le Nord-Est (-4%) et le Sud-Est (-3%). Dans les autres départements, on observe une hausse notable de 16% pour le Nord-Ouest, de 14% pour le Sud, de 8% pour le Centre et les Nippes, respectivement.

Dans un contexte continu de tendance inflationniste et de hausse des prix des denrées alimentaires, la privation à l'alimentation des ménages les plus vulnérables ne cesse d'augmenter, les moins vulnérables adoptent des stratégies réduites à l'alimentation conduisant à un changement dans les habitudes alimentaires ainsi que la diminution de leurs capacités à réaliser d'autres débours essentiels non alimentaires. Selon la fiche de communication [IPC](#) d'août 2024, 83% des ménages, vivant dans les zones en Phase 4 de l'IPC, emploient des stratégies liées à la consommation alimentaire (rCSI). Toujours, selon cette même source, la part des dépenses alimentaires représente jusqu'à 70% des dépenses totales des ménages.

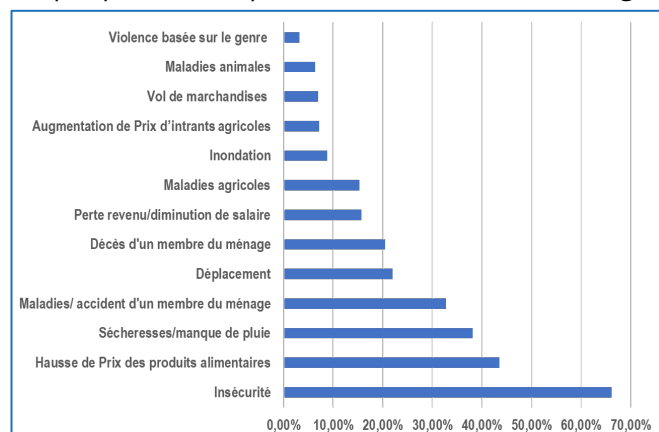
SYNTHESE DES SECTIONS AGRICULTURE ET MARCHÉ DE L'ENSSAN 2024

L'enquête ENSSAN est conduite régulièrement par la CNSA en relation avec ses partenaires.

Cette enquête qui a touché un d'échantillon global d'environ 8 000 ménages dont plus de 1 000 au niveau des camps de déplacés a pour objectif d'évaluer la situation actuelle de l'insécurité alimentaire dans le pays, en mettant à jour les indicateurs clés, en identifiant les principaux défis et en fournissant des recommandations pour orienter les politiques et les interventions visant à améliorer la sécurité alimentaire.

Selon les données de la section agriculture de l'enquête ENSSAN, deux zones ont enregistré les performances les plus faibles de la campagne agricole de printemps ainsi qu'un recul de la superficie emblavée par rapport à l'année dernière. Il s'agit du Haut-Plateau et l'Ouest (Ouest HT07, Ouest HT05). La première a enregistré une distribution temporelle un peu irrégulière de la pluviométrie, tandis que la seconde est la zone la plus affectée par la violence des groupes armés.

Graphique 1 : Principaux chocs affectant les ménages



Par ailleurs, les contraintes les plus fréquentes affectant la performance de la campagne agricole sont :

- la faible capacité financière des exploitations agricoles
- la rareté de la main-d'œuvre.

Cette dernière a été particulièrement relevée dans le Nord-Ouest, l'Artibonite de l'Ouest et le Sud' Est.

La partie d'analyse de marché de cette enquête a permis d'avoir des informations sur l'approvisionnement des marchés suivantes :

- Produits locaux - Augmentation de la disponibilité dans la majorité des marchés du Nord-Est, du Sud-Est, des Nippes, du Haut Artibonite, du Nord-Ouest, et dans une moindre mesure dans les marchés du Centre, de la Grand' Anse, du Nord, de l'Ouest et du Sud.
- Produits importés - Disponibilité similaire à l'année dernière ou en augmentation à l'exception de Grand' Anse, Nippes et dans une moindre mesure dans le Sud et le Sud-Est.

Concernant les contraintes liées à d'approvisionnement, les raisons les plus fréquemment citées, par ordre d'importance décroissante, sont :

- l'augmentation des prix de transport
- les difficultés économiques
- l'inflation
- l'insécurité

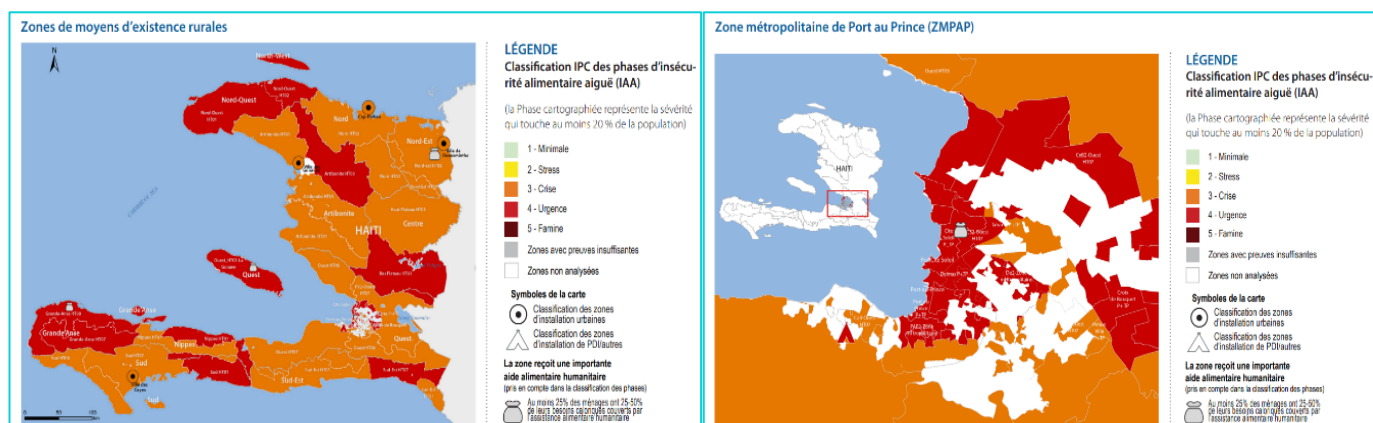
En termes de contraintes à l'écoulement des produits agricoles locaux, les deux obstacles les plus fréquemment mentionnés sont de loin :

- la mévente,
- la baisse des prix pour les producteurs

Analyse de classification de la sécurité alimentaire (IPC) d'août 2024

L'analyse IPC réalisée en août 2024 a davantage révélé un nombre croissant de la population haïtienne en situation de privation à l'alimentation. Cette analyse note 5,41 millions de personnes ; soit 48% de la population analysée qui sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase IPC 3 ou +) pendant la période courante allant d'août 2024 – février 2025.

Toutes les échelles administratives analysées sont classifiées soit en situation de crise soit en situation d'urgence de l'IPC. Dans la ZMPAP, une poche de 5% des ménages soit 6 000 personnes logés dans les camps sont classifiés en situation de catastrophe (5 IPC). Cette situation de poche de 5% en phase catastrophe intervient pour la première fois après celle de septembre 2022 avec environ 19 000 personnes classifiée à Cité Soleil.



Carte de la situation courante (août 2024 – février 2025)

SITUATION ACTUELLE (AOÛT 2024- FÉVRIER 2025)			SITUATION PROJETÉE (MARS - JUIN 2025)		
 5,41M 48% de la population analysée Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase IPC 3 ou +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5	6 000 Catastrophe	 5,54M 49% de la population analysée Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase IPC 3 ou +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5	6 000 Catastrophe
	Phase 4	2 002 000 Urgence		Phase 4	1 995 000 Urgence
	Phase 3	3 400 000 Crise		Phase 3	3 534 000 Crise
	Phase 2	3 057 000 Stress		Phase 2	2 974 000 Stress
	Phase 1	2 750 000 Sécurité alimentaire		Phase 1	2 750 000 Sécurité alimentaire

Conformément au tableau de référence les ménages classifiés en Phase 3, 4 et 5 ont d'importants déficits de consommation alimentaire.

Analyse de Besoins Humanitaires et Planification 2025

Cet exercice annuel permet d'assurer une évaluation et l'analyse des besoins. Il est basé sur [l'approche JIAF 2.0](#) et permet à terme au secteur de disposer des données suivantes :

- Résumé des besoins
- Stratégie de réponse
- Ciblage et priorisation, etc.

Ainsi que la promotion d'une programmation responsable, de qualité et inclusive (y compris APP, PSEA, genre et protection).

Cet exercice permet également la détermination du Coût de la réponse (y compris la méthodologie, le rapport coût-efficacité et les changements dans les coûts de fonctionnement).

Les ateliers ont été organisés sous le lead de OCHA pour définir l'ensemble des points du chapitre sectoriel. Le secteur à son tour fait le lien avec les membres pour leur participation à cet exercice tout au long du prochain trimestre les travaux vont se poursuivre pour la finalisation du HNRP-2025.



Credit : CORE J/P Haitian Relief Organization.

SUIVI DE LA REPONSE HNRP 2024 ET ANALYSE DE GAPS AU TROISIEME TRIMESTRE

De janvier au 30 septembre 2024, les différentes interventions des partenaires du secteur sécurité alimentaire ont permis d'atteindre **1,7 M de personnes**, soit un taux de réalisation de 67% sur les **2,5 millions de personnes** ciblées dans le plan de réponse humanitaire. La stratégie de ciblage est basée sur la réponse d'urgence aux personnes en IPC3 et plus et aux Personnes Déplacées Internes (PDI).

L'assistance alimentaire (OS1) a touché plus de **1,6 M de personnes** soit 72% de la cible (2,2 M) à travers le

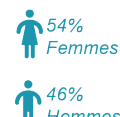
bon d'achats/coupons et cash transfert (43%), en nature (41%) comme principale modalité d'intervention et 16% en mixe (nature et espèces/coupon).

Les activités de l'appui aux moyens d'existence (OS2) ont atteint plus de **230 K personnes**, soit 21% de la cible (1,1 M) à travers 64% en espèces/cash, 35% en nature et 1% en mixe (nature et espèces/coupon).

Au total **61 partenaires** dont 26 organisations principales et 41 partenaires d'implémentation interviennent.

Réponse pour le troisième trimestre

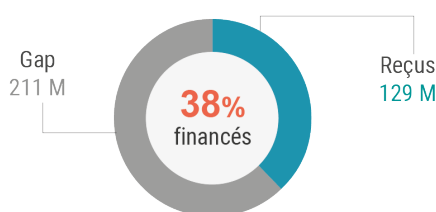
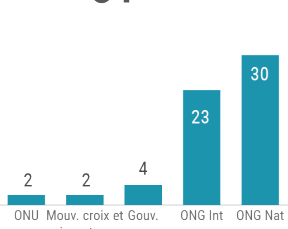
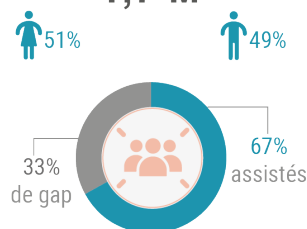
CHIFFRES CLÉS au 30 septembre 2024



Soit plus de **22%** d'augmentation du nombre des PDI comparé au Round 7 suite aux attaques armées dans la commune de Gressier (Dept. de l'Ouest)

Sources : * IPC août 2024 | HNRP 2024

Sources : Rapport DTM/OIM, Round 8/Sept 2024



Sources : <https://fts.unocha.org/plans/1178/summary> | au 30 sept. 2024

ASSISTANCE ALIMENTAIRE D'URGENCE



PAR MODALITÉ



APPUI AUX MOYENS D'EXISTENCE



PAR MODALITÉ

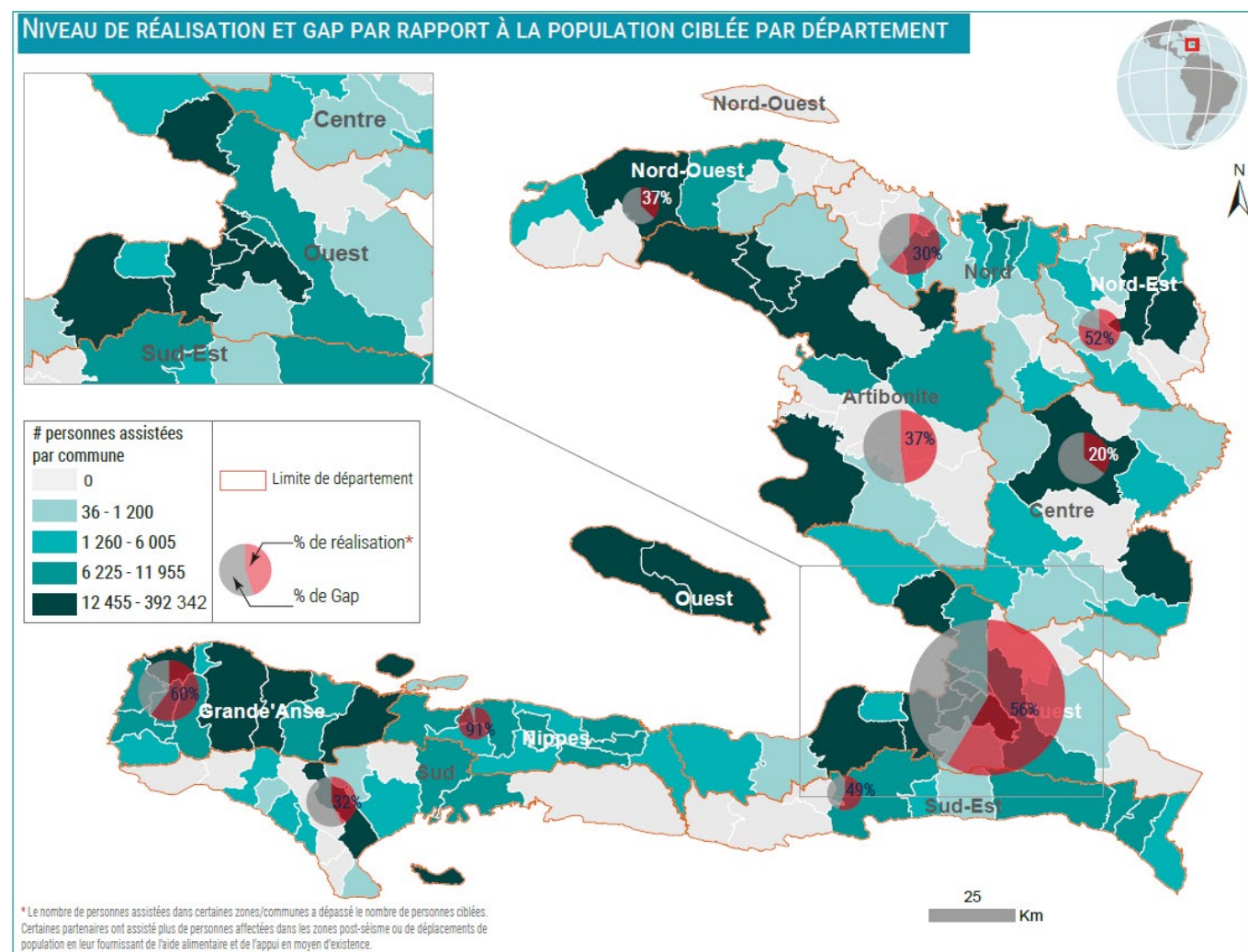


L'analyse IPC réalisée en août 2024, montre une situation très alarmante pour la période courante (allant d'août 2024 à février 2025) avec près de la moitié de la population (48%) confrontée à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire. L'escalade de la violence des groupes armés dans certaines zones, limite l'approvisionnement des

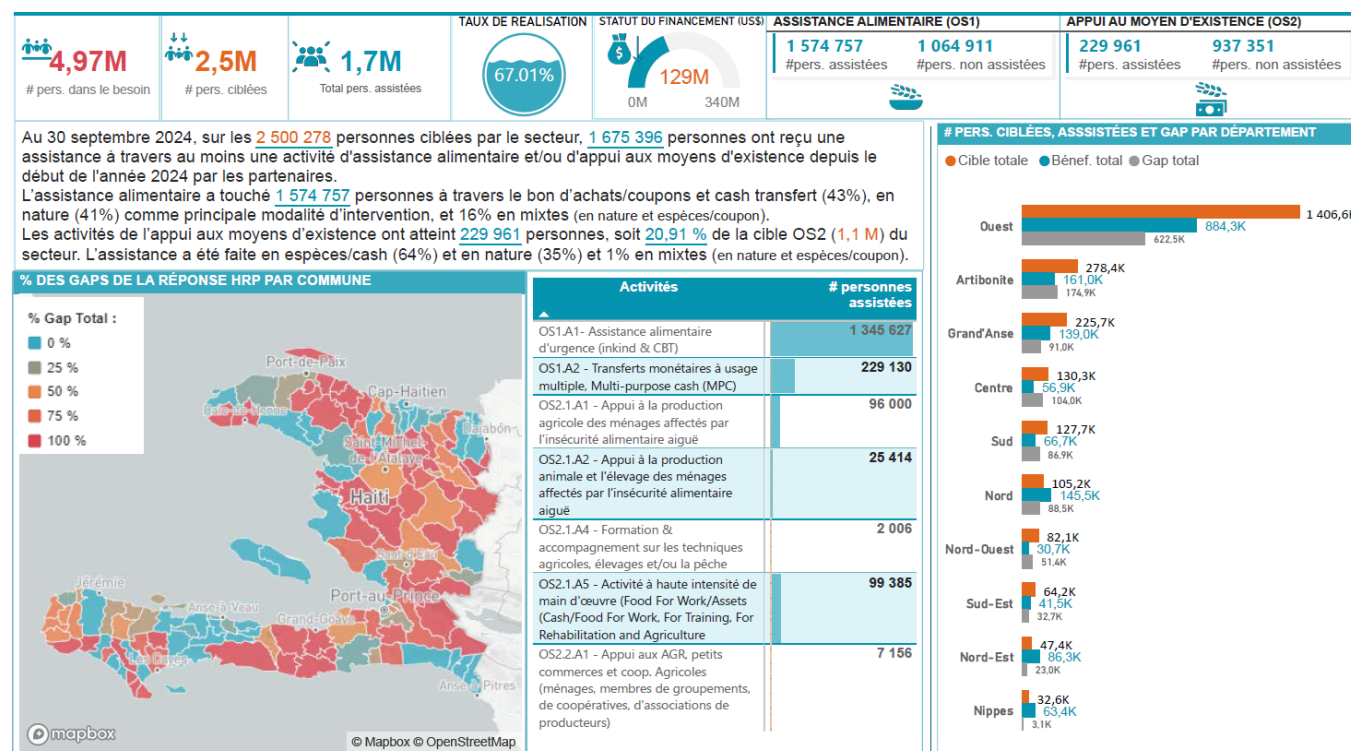
régions en denrées alimentaires de base, augmentant les coûts des transports et perturbant les moyens d'existence des ménages.

Malgré la situation qui est dégradante, les partenaires du secteur sécurité alimentaire continuent à multiplier et adapter les stratégies pour apporter de l'assistance aux personnes affectées.

Carte de la réponse :



Analyse des gaps de la réponse :



Liste des communes avec 100% de GAP pour l'OS1 / Assistance alimentaire d'urgence au 30 septembre

Département	Commune	Département	Commune
Artibonite	Desdunes, Dessalines, Ennery, Grande Saline, Petite Rivière de l'Artibonite	Nord-Ouest	Anse-à-Foleur, Biae de Henne, Bombardopolis, Chansolme, La Tortue, Môle Saint Nicolas, Saint Louis du Nord
Centre	Boucan Carré, Cerca Carvajal, Savanette, Thomonde	Ouest	Fonds Vèrettes, Petit Goave, Thomazeau
Nippes	Paillant	Sud	Aquin, Arniquet, Chantal, Chardonnières, Coteaux, Les Anglais, Maniche, Port-à-Piment, Port Salut, Roche-à- Bateau, Tiburon
Nord-Est	Capotille, Carice, Ferrier, Mont Organisé, Perches	Sud' Est	Bainet, Cayes Jacmel, Cote de Fer, Grand Gosier, La Vallée, Marigot, Thiotte
Nord	Bahon, Borgne, Dondon, Pilate, Port Margot, Ranquite		

[Visualiser le tableau de bord en ligne pour plus d'informations](#)

REALISATION DES PARTENAIRES : REPONSE POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE

Alianza por la
Solidaridad

act:onaïd

ActionAid Haiti (AAH)

Alianza/ActionAid sous la supervision de PAM a procédé à des activités de distribution de cash au niveau des communes de Belle Anse et de Marigot. L'objectif visé à travers le projet « **Filet de protection Sociale à Belle Anse/Marigot** » est de sensibiliser les ménages les plus vulnérables à la nutrition. Il vise à assister 2 050 ménages dans la commune de Marigot et 1 287 ménages à Belle Anse, pour faciliter leur accès à l'alimentation et aux services sociaux de base.

Pour ce troisième trimestre, 1 287 ménages ont reçu du cash en enveloppe pour un montant à Belle Anse, 7 cycles de distribution sont déjà réalisés, ce qui donne un montant de 274 930 USD.

Création de 47 AVECs, un montant de 5 797 433 HTG mobilisé ;

Création de 51 clubs de parents qui seront sensibilisés sur la santé, l'hygiène et la nutrition ;

Du 8 juillet au 29 août 2024, sous la supervision des délégués désignés par le PAM dans certaines régions de Jérémie, 2 623 ménages ont été dédommagés dans le cadre du projet Assurance pour un montant total de compensation de 6 129 200 HTG.

Les activités se poursuivent à Jérémie, dans le cadre du projet PARAGA

- Formation de 340 femmes sur l'agroécologie, les techniques de préparation des biopesticides pour lutter contre les maladies et attaques des insectes ;
- Distribution de 8 silos de 360 kg pour la conservation des produits céréaliers ;
- Mise en place de pépinières de 17 350 d'arbres fruitier et forestier à 600 producteurs/trices.

Comme perspective pour le dernier trimestre, 9 cycles de distribution de cash sont prévus à Marigot

au profit des bénéficiaires ciblés qui sont les ménages avec enfants de moins de 5 ans, ménages avec des femmes enceintes et allaitantes, ménages avec personnes en situation de handicap, ménages avec enfants malnutris.





Concern WorldWide

De Juillet à Septembre 2024, Concern WorldWide a pu continuer à implémenter son projet intitulé « Manje pi byen » à Cité Soleil dans 14 quartiers. Un projet qui a pour objectif principal : "Améliorer la résilience des personnes extrêmement vulnérables, en les aidant à sortir de l'extrême pauvreté grâce à une approche basée sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le redressement socio-économique"

Durant la période **4 384 ménages (24 115 personnes)** ont reçu deux distributions sous forme de cash transfert électronique d'une valeur de **110 \$ US** en monnaie locale au taux du jour et deux distributions de **3 600 000 gr d'AK1000** & de **2 400 000 gr Sel Iodé** pour 1000 enfants de 6-23 mois. Une centaine de camions d'eau ont été distribué dans les 14 quartiers de Cite soleil et également dans des quartiers de la saline et bas Delmas. Cette assistance leur a permis d'améliorer leur consommation alimentaire, leur diversité et leur score d'échelle de la faim. En outre, ils se permettent de se procurer des produits alimentaires de qualité et a valeur nutritive et de prévenir la malnutrition chez les enfants en maintenant une alimentation plus ou moins équilibrée.

En termes de difficultés rencontrées, c'est l'accessibilité routière pour atteindre certains quartiers (Grand Brooklyn) ; le déplacement spontané des participants ; la non-disponibilité de pièces d'identité des participants ; la perte de documents (e-voucher), le vol des marchandises des vendeurs locaux qui retarde les activités de distributions.

Pour la prochaine période, Concern WorldWide compte réaliser une autre distribution pour 4400 ménages directs et forme des membres des clubs de parents sur la préparation et production d'AK1000

enfants de 6-23 mois puis lancer une campagne d'assainissement sous forme de cash for wok dans leurs quartiers d'implémentation et continuer à distribuer des camions d'eau dans les quartiers où l'eau de boisson n'est pas disponible.



*Un bénéficiaire échange son coupon / Cite soleil
Distribution de farine AK1000 & sel iode /Cite soleil*



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) :

L'enquête DIEM Round 6 menée par la FAO au troisième trimestre de 2024 montre les principales tendances sur la situation en Haïti. Les sécheresses et les ouragans continuent de menacer les moyens de subsistance agricoles, surtout dans les départements du Grand Sud.

Selon neuf agriculteurs sur dix ayant participé à l'enquête, les sécheresses en 2024 sont plus intenses que celles des dernières années. Les effets de la violence des gangs et les troubles politiques ont aggravé l'insécurité alimentaire, particulièrement dans l'Ouest et l'Artibonite.

Jusqu'à la fin de l'année 2024, la FAO concentrera ses efforts sur la mise en œuvre de ses activités d'urgence et de résilience dans certaines des départements les plus touchés par la crise, notamment en Grand'Anse, Artibonite et dans les Nippes, ainsi que dans la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPAP). Ainsi, pour le dernier trimestre, 2 500 ménages recevront des kits de maraîchage dans la Grand'Anse et les Nippes. Dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, 1 000 ménages bénéficieront également de transferts monétaires inconditionnels. Les transferts d'argent se révèlent essentiels pour les ménages, dans la

mesure où les déplacements interne sont souvent causés par le manque d'opportunités économiques. Selon le DIEM Round 6, dans les ménages agricoles, la majorité des personnes ayant migré l'ont fait en raison du manque d'opportunités d'emploi.

Des semences de cultures vivrières et des boutures seront distribuées à 2 500 ménages dans la Grand'Anse et à 1 500 ménages dans l'Artibonite, pour la campagne agricole en cours. La FAO fournira également de petits animaux d'élevage à 2 500 ménages dans la Grand'Anse et à 500 ménages dans les Nippes. En parallèle, les ménages seront formés aux techniques de production agricoles, aux bonnes pratiques nutritionnelles et à la multiplication des semences.





La Fondation Mission de l'Espoir (FOME)

L'année 2024 aura marqué un tournant décisif **dans la vie** de La Fondation Mission de l'Espoir (**FOME**). Refoulée dans ses derniers retranchements de Cabaret/**Titanyen**, FOME a été forcée d'ouvrir un nouveau bureau au Cap-Haitien et à Port-au-Prince. Cette anticipation stratégique s'est alignée avec l'exode des populations déplacées et a facilité la réponse aux urgences et vulnérabilités socio-économiques, exacerbées par la migration, l'insécurité alimentaire aiguë. Cette stratégie lui a permis de venir en aide aux régions du **Grand Nord**, de l'Artibonite et du Centre.

35 018 ménages ont été supportés par l'approvisionnement en rations sèches dans 19 communes des départements du NORD, du NORD-EST, du CENTRE et de l'ARTIBONITE et le NORD d'OUEST durant ce trimestre en cours.

2 128 agriculteurs dans 17 communes des départements de l'Ouest et de l'Artibonite ont reçu des accompagnements techniques. **180** d'entre eux ont reçu des semences.

8 202 enfants des deux sexes âgés, environ de 6 à 18 ans, ont reçu un repas durant le mois de juillet. 1 500 orphelins ont reçu trois repas par jour. Les enfants ont été également sensibilisés sur les notions d'hygiène, d'assainissement et de santé.

En outre, **FOME**, participe activement à toutes les réunions des différents secteurs humanitaires y compris celui du SECAL. Malgré tout, la FOME comme beaucoup d'autres organisations, fait face à des défis qui sont liés à la situation d'insécurité généralisée et à la problématique de dédouanement des containers pour lesquels une approche concertée des organisations s'avère être prioritaire.





Humanité & Inclusion

Humanité & Inclusion, avec le soutien de son partenaire technique et financier BHA, met en œuvre un projet de réponse d'urgence multisectorielle et inclusive visant à réduire la prévalence et les conséquences des maladies hydriques en Haïti. L'objectif principal du secteur aide alimentaire, est d'améliorer l'accès à l'aide alimentaire d'urgence pour les personnes déplacées internes (PDI) ainsi que pour les personnes en insécurité alimentaire dans les communautés d'accueil, afin de leur permettre de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels.

Entre juillet et septembre 2024, Humanité & Inclusion a mené plusieurs actions stratégiques pour répondre aux besoins urgents des PDI, durement touchés par la crise humanitaire et sécuritaire en Haïti. Ces interventions incluent la distribution de transferts monétaires inconditionnels aux populations déplacées ainsi qu'aux familles d'accueil.

Au total 1281 ménages soit 6876 personnes ont bénéficié d'une aide alimentaire.

Sites de déplacés et familles d'accueil : 981 ménages ont reçu un transfert monétaire.

- **Port-au-Prince :** 584 ménages, dont 303 issus du site du ministère de la Culture et de la Communication, 200 de la Faculté de linguistique appliquée, et 81 provenant de familles d'accueil, ont bénéficié d'un transfert de 120 USD pour couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels.
- **Delmas :** 397 ménages, dont 150 issus du site de l'Église pentecôtiste de la Cité des frères unis d'Haïti et 247 provenant de familles d'accueil, ont également reçu 120 USD pour répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels.

Ménages composés d'au moins une personne handicapée : 300 ménages, dont 112 au Cap Haïtien (Nord) et 188 dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, ont reçu un transfert monétaire de 120 USD

comme moyen de subsistance pour couvrir leurs besoins de base dont l'alimentation.

La distribution d'aide alimentaire sous forme de transferts monétaires a amélioré les conditions de vie des bénéficiaires en leur offrant des moyens financiers pour subvenir à leurs besoins fondamentaux, tels que la nourriture. Elles ont également facilité l'accès aux marchés locaux, contribué à la stabilisation de l'économie locale, et réduit la vulnérabilité immédiate des familles touchées par la crise.



L'instauration des groupes consultatifs a constitué une innovation majeure, favorisant la participation active, la transparence et l'inclusion dans le processus, depuis le ciblage des bénéficiaires jusqu'à la distribution de l'aide. Ces groupes sont composés de membres des comités des sites, de représentants des PDI, de femmes et de personnes handicapées, assurant ainsi une représentation équilibrée des différents groupes cibles.



L'un des défis majeurs a été la sélection des bénéficiaires parmi des personnes toutes également vulnérables, ce qui a engendré un sentiment d'injustice lorsqu'un ménage recevait l'aide, tandis qu'un autre n'y avait pas accès. Cette situation a soulevé des dilemmes éthiques et opérationnels.

Un second cycle de distribution est prévu pour 950 ménages encore dans le besoin dans les sites et dans les familles d'accueil ainsi que dans les ménages composés d'au moins d'une personne handicapée.



Programme Alimentaire Mondial

Personnes atteintes : Au cours du troisième trimestre de l'année 2024, les différentes interventions du PAM, avec l'appui de ses partenaires coopérants, ont pu assister un total de 506 230 bénéficiaires (105 246 ménages) avec au moins un cycle d'assistance alimentaire et/ou monétaire, dont 125 185 bénéficiaires du programme de protection sociale, 10 835 bénéficiaires du programme de résilience et 390 210 bénéficiaires du programme d'urgence.

Ressources distribuées : Un total de l'équivalent en HTG de 13 706 587 USD et 3 318 MT ont été distribués aux bénéficiaires issus de l'ensemble des 10 départements du pays (49 communes), dont 2 660 196 USD dans le département de la Grand'Anse (14 communes) dans le cadre du programme de protection sociale, 763 320 USD dans les départements du Nord, Nord-Ouest et Ouest (5 communes) dans le cadre du programme de résilience, et 9 837 195 USD et 3 318 MT de vivres dans 08 départements (26 communes).

Nouvelles interventions : Parmi les 506 230 bénéficiaires atteints (101 246 ménages) dans le cadre de programmes d'urgence, 159 860 (31 972 ménages) étaient issus de nouveaux programmes d'intervention du PAM à travers des distributions en

cash et en vivre. Ces nouveaux ménages étaient localisés en majorité dans les départements de l'Ouest, du Nord, de l'Artibonite, du Sud et des Nippes, dans les communes avec un fort pourcentage d'IPC 4.

Repas chauds : Un total de 516 555 repas chauds a été distribués dans les cadres de réponses d'urgences suivantes :

- **Centre et Nord-Est** (Belladère et Ouanaminthe) : 57 964 repas dans le cadre de la réponse aux expulsions de citoyens Haïtiens de la République Dominicaine.
- **Zone Métropolitaine** (Port au Prince et Tabarre) : 458 591 repas dans le cadre de l'assistance aux déplacés.



Distribution de vivres aux plus vulnérables, Croix-de-Bouquets



Save the Children

Save The Children (SCI)

L'objectif principal des interventions de Save the Children en Haïti est de fournir une assistance visant à répondre aux besoins fondamentaux des familles déplacées, des familles d'accueil, et des personnes expulsées dans les zones touchées par la crise humanitaire. Cela inclut de garantir un accès équitable et sécurisé à l'aide humanitaire tout en renforçant la résilience des communautés les plus vulnérables.

Assistance en espèces pour les PDI à Port-au-Prince (Soutien à la relocalisation)

Entre juillet et septembre 2024, Save the Children a fourni une assistance en transferts monétaires aux PDI (Personnes Déplacées Internes) dans deux sites clés : *École Nationale République du Colombie* et *École Nationale Joseph Bernard de Frères*, afin de soutenir leurs efforts de relocalisation.

École Nationale République du Colombie :

- 98 PDI ont reçu un premier cycle de transferts monétaires inconditionnels de 50 000 HTG pour faciliter leur relocalisation.
- Un deuxième cycle de transferts conditionnels de 20 650 HTG a été accordé après confirmation de leur relocalisation. Ce montant supplémentaire vise à répondre à leurs besoins de base après leur relocalisation.

École Nationale Joseph Bernard de Frères :

- 133 PDI ont reçu un premier cycle de transferts monétaires inconditionnels de 50 000 HTG pour faciliter leur relocalisation.

Grâce à cette intervention, Save the Children a permis la réouverture des écoles en relocalisant les personnes déplacées, facilitant ainsi le retour à l'école de plus de 500 enfants.

Soutien aux familles d'accueil et aux PDI dans le Sud

Save the Children a également étendu son assistance en transferts monétaires aux familles accueillant des PDI dans le Sud.

- 158 sur 210 familles d'accueil ciblées ont déjà reçu un transfert unique de 220 USD (en équivalent gourdes) pour couvrir leurs besoins de base et multisectoriels.
- Un deuxième cycle de transferts, d'un montant de 350 USD, est prévu pour les familles déplacées. Ce montant vise à les aider à mettre en place des activités génératrices de revenus, avec un décaissement conditionné à leur participation à des sessions de formation sur la littératie financière et la gestion de petites entreprises.

Assistance aux personnes expulsées de la République Dominicaine

Environ 800 personnes expulsées de la République Dominicaine ont reçu 120 USD (en équivalent gourdes) pour répondre à leurs besoins urgents, tels que le transport, les vêtements, etc. L'objectif de cette intervention était de répondre à leurs besoins de base en situation d'urgence, avec un accent particulier sur la protection des enfants et la réduction des risques pour les personnes les plus vulnérables.



Impact des Interventions : Ces interventions ont permis d'améliorer significativement les conditions de vie des bénéficiaires en leur fournissant les moyens financiers pour subvenir à leurs besoins fondamentaux tels que la nourriture, l'eau, et l'abri.

Elles ont également contribué à stabiliser l'économie locale et à réduire la vulnérabilité immédiate des familles touchées.

Pratiques Innovantes : Une innovation notable a été l'utilisation des plateformes de mobile money (Digicel/Moncash) pour faciliter des transferts rapides et sécurisés, assurant ainsi que même ceux sans comptes bancaires traditionnels puissent recevoir l'aide efficacement. Nous avons aussi fait les enquêtes de ligne de base et PDM à distance par téléphone pour mitiger les risques de sécurité de nos bénéficiaires et de nos staffs.



SOLIDARITÉS INTERNATIONAL (SI)

Dans le cadre du programme de soutien alimentaire et nutritionnel financé par l'Aide Alimentaire Programmée (AAP) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL (SI) soutient trois écoles de Port-au-Prince (Claire Heureuse, Foyer Social Rose le Hérisson et République de Colombie) en vue d'améliorer la sécurité alimentaire des élèves. Le programme vise à fournir des repas équilibrés et nutritifs à 2 200 élèves, enseignants et membres du personnel tout au long de l'année scolaire, dans un contexte de crise alimentaire sévère (niveau IPC 5) nécessitant des interventions urgentes pour les populations vulnérables de la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPP).

Lancé au mois de septembre 2024, ce programme a démarré avec l'identification de producteurs et fournisseurs locaux pour l'achat de denrées alimentaires, permettant ainsi de soutenir l'économie locale. Les repas sont ensuite préparés quotidiennement par des parents d'élèves formés aux pratiques d'hygiène alimentaire, et consommés directement sur place dans chacune des écoles. La valeur nutritionnelle de chaque repas est scrupuleusement calculée et suivie par les équipes

Difficultés rencontrées : Les défis rencontrés incluent des problèmes dans l'identification des bénéficiaires en raison de l'absence de pièces d'identité formelles. De plus, parvenir à un ciblage exhaustif et fiable a nécessité une coordination intensive avec les acteurs humanitaires et les comités des sites. Ces obstacles ont parfois retardé la distribution de l'aide et nécessité des ajustements pour assurer l'efficacité et la sécurité des opérations.

de SI afin de s'assurer que chaque enfant bénéficie au moins d'un repas chaud par jour.

Le jour de la rentrée scolaire du 1er octobre 2024, 495 repas ont été distribués, marquant une étape clé pour le programme. Sur cette journée, SI a également organisé des activités de sensibilisation sur l'hygiène alimentaire, le traitement de l'eau et le lavage des mains. En complément, les infrastructures sanitaires ont été remises en service, incluant des travaux de réhabilitation comme la réparation des robinets, l'installation de nouveaux WC, ou encore l'amélioration de l'accès à l'eau de boisson.

Une des innovations de ce programme réside dans le développement d'initiatives pilotes, tels que des jardins scolaires par exemple, afin de diversifier les sources d'alimentation des élèves et de promouvoir des pratiques agricoles plus durables. Les difficultés principales rencontrées concernent les défis logistiques et la précarité du contexte sécuritaire à Port-au-Prince, mais SI poursuit l'objectif de continuité de ce programme sur l'ensemble de la période scolaire (jusqu'à juillet 2025), afin de répondre plus durablement aux besoins alimentaires.

COORDINATION

- Les réunions de coordination nationale du GTSAN se tiennent régulièrement les derniers jeudis du mois de 10h à 12h de Port-au Prince. Les rencontres se tiennent en ligne.
- Les réunions Adhoc sont convoquées en cas de besoin pour des sujets urgents.
- Les réunions des sous-secteurs (au niveau des départements : Fort-Liberté (Nord-Est), Gonaïves (Artibonite), Jérémie (Grand'Anse), Miragoâne (Nippes)) étaient suspendues au premier trimestre de l'année à cause de l'insécurité mais elles ont repris vers le milieu du second trimestre à un rythme bimensuel.
- L'équipe de coordination participe d'une manière régulière à la rencontre de ICCG, et aux groupes de travail technique et thématique comme : IMWG, Cash WG, APP...

DEFIS ET PERSPECTIVES

- L'accès humanitaire reste un défi majeur dans un contexte marqué par la violence des gangs armés.
- Dans un contexte d'augmentation des besoins humanitaire, le défi majeur reste la mobilisation des ressources afin d'apporter un appui de qualité et de faire face aux besoins additionnels du chiffre de planification (HNRP) pour l'année 2024.
- Réponse opportune pour soutenir la campagne agricole de printemps 2024.
- Déplacement massif de personnes à l'intérieur du pays (PDI).
- Coordination des acteurs pour une réponse harmonisée.

LES PROCHAINES ÉCHÉANCES

Calendrier et dates clés du prochain trimestre :

- Vulgarisation et sensibilisation sur les données de l'analyse IPC
- Finalisation HNRP (HPC 2025)
- Suivi régulier de la situation humanitaire
- Elaboration des produits d'informations et de communication du dernier trimestre

Pour tout contact :

Ferdinand BEALEM, Coordonnateur | ferdinand.bealem@wfp.org | + 509 34 93 44 99

Mohamed DABO, Gestionnaire de l'information | mohamed.dabo@fao.org | +509 44 20 07 08

Pierre Nelby MATHIEU, Gestionnaire de l'information | pierrenelby.mathieu@wfp.org | +509 46 87 0928